



Paris, le 5 septembre 2011

Mesdames et Messieurs,

En l'absence de toute réponse raisonnée de la part d'un gouvernement devenu incapable de discernement pour l'avenir, notamment par l'entêtement idéologique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui est reconduit dans le projet de loi de finances de 2012, l'ensemble des organisations engagées dans le collectif « **L'Éducation est notre avenir** » en appelle désormais aux élus du peuple et de la République, pour interpeller le gouvernement sur sa politique de restriction budgétaire en matière éducative et mettre un terme au démantèlement organisé du service public de l'éducation, de l'enseignement agricole, de la jeunesse et des sports.

Avec bientôt près de 80 000 emplois supprimés en l'espace de six ans, la révision générale des politiques publiques (RGPP) aura méthodiquement et froidement organisé l'affaiblissement de ces services publics.

Fermetures massives de classes malgré les augmentations prévues d'effectifs, affaiblissement organisé des RASED, baisse de la scolarisation des enfants de 2 ans, intégration au rabais des élèves handicapés, asphyxie des mouvements d'éducation populaire, d'éducation nouvelle, et des associations d'éducation complémentaires de l'enseignement public, démolition de la formation initiale des enseignants, détérioration des conditions d'accueil des élèves, dégradation des conditions de travail des personnels, difficultés à assurer des remplacements de qualité dans des conditions acceptables, découragement et mise en difficulté des jeunes enseignants, ainsi que des élèves dont ils ont la charge...

Les acteurs de l'éducation n'en peuvent plus et alertent les élus de la Nation.

Les conséquences qui se font déjà lourdement sentir sur le terrain, dans les établissements, les écoles, les classes et les actions post et périscolaires, ne sont pourtant que les prémices d'une bombe à retardement qui ne manquera pas d'exploser dans l'avenir. Les écarts scolaires qui se creusent à la défaveur des plus démunis socialement, comme l'ont montré plusieurs évaluations internationales, sont extrêmement inquiétants.

Les équipes éducatives se retrouvent à devoir gérer de plus en plus seules des situations scolaires et humaines complexes, alors qu'une crise sociale touche durement les plus fragilisés, renforçant inégalités, injustices et fragmentations du lien social.

La jeunesse représente l'espoir et l'avenir de notre pays. Son destin est intimement lié à l'éducation et la formation. Aussi, les organisations rassemblées au sein du collectif « **L'Éducation est notre avenir** » (élèves, étudiants, parents, personnels, associations complémentaires et mouvements pédagogiques et d'éducation populaire) demandent solennellement à l'ensemble des élus de s'engager sans ambages en faveur de l'Éducation et de la Formation en obtenant du gouvernement de mettre un terme à cette orientation politique destructrice.